

parlons aussi de commerce international et d'investissements. Il est clair que le développement du commerce international et des investissements est essentiel pour le Canada. Nous en dépendons pour notre propre développement, pour la création d'emplois et pour notre relance économique. Il y a donc une interaction complexe entre valeurs et intérêts, à la fois dans les pays en développement et chez nous, Monsieur le Président.

N'y-a-t-il pas moyen de mieux refléter nos valeurs et nos intérêts dans notre politique étrangère? N'y-a-t-il pas moyen de les associer? Pouvons-nous mettre en place des mécanismes économiques et politiques qui illustreront que la voie de la prospérité pour tous passe par les droits fondamentaux pour tous? Voilà un défi que j'aimerais lancer aux membres du Comité mixte, à nos partenaires participant au Forum ainsi qu'aux représentants des ONG que mes collègues et moi rencontrerons au cours de cette année.

Nous devons aussi tenir compte, dans notre exercice d'examen de la politique étrangère, de l'importance de notre présence culturelle à l'étranger. Nous devons reconnaître que cette composante de notre action internationale est aussi directement liée à nos efforts nationaux pour renforcer la créativité, l'innovation et le développement de nos ressources humaines.

Nous ne pouvons pas dissocier nos valeurs de nos intérêts. Il est absurde d'opposer réalisme et idéalisme : pareil débat ne nous mènera pas à une politique étrangère cohérente et indépendante. Le plus souvent, développement économique et changement social sont intimement liés. Le commerce international ne prospère pas dans un climat d'instabilité et d'agitation sociale. Les droits de la personne, la démocratie, la primauté du droit et le partage de la prospérité sont les meilleures garanties de paix et de sécurité.

Voilà qui m'amène à notre programme d'aide au développement. Les Canadiens et les Canadiennes sont fiers de leurs réalisations passées en matière d'aide au développement, mais ils ont des inquiétudes tant à propos de l'application du programme que de l'efficacité à long terme de l'aide. À un moment où les gouvernements et les sociétés sont aux prises avec les déficits, les dettes et les ajustements structurels, les pressions se multiplient pour la remise en question des programmes d'aide au développement, de leurs buts, de leur utilité. Les pays que nous aidons se voient également soumis à des pressions de plus en plus nombreuses pour prouver que l'aide produit des résultats, qu'elle a une valeur positive. Les pays en développement devront démontrer qu'ils ont adopté ou sont prêts à adopter les mesures sociales, politiques et économiques qui maximiseront l'effet des programmes d'aide au développement.